



N°8
SEPTEMBRE 2026

LA VOIX DES CALEBASSES

Magazine bimestriel d'informations sur le Programme Soudure/Endettement du Sénégal

Atelier de renforcement de capacité

Les animateurs/trices relais initiés sur le Programme de lutte contre la soudure et l'endettement

Page 4



SOMMAIRE

● ÉDITORIAL

Des animateurs relais au cœur de la mise en échelle de l'approche calebasse de solidarité....P: 3

● CA/RENCAS

Le Plan Stratégique 2026 – 2030 approuvé et validé P: 5

● ACTUALITÉ/OP

Exploitation des ressources halieutiques : L'union locale de Bassoul mise sur l'ensemencement-
pour pérenniser son activité.....PP. 6-7

● PORTRAIT DE.....Khadidiatou DIA, chargée de programme à la FENAGIE/PECHE

"Contribuer à une mise en œuvre efficace du programme et de produire des résultats concrets" ..PP. 8-9

● ENTRETIEN AVEC.....MME YARAM FALL

*Le succès du modèle des Calebasses de solidarité a contribué à l'autonomisation des femmes de
Guet Ndar.....PP. 10-11*

● ACTUALITÉ : BAR/SUD

Séance de sensibilisation sur les UNCCAS.....PP. 12



Ce numéro a été réalisé grâce au
cofinancement de la DDC (Direction du développement et de la
coopération) Suisse

©Tous droits réservés

Des animateurs relais au cœur de la mise en échelle de l'approche calebasse de solidarité

Le programme de lutte contre la soudure et l'endettement se réinvente de jour en jour. Il franchit un cap décisif avec une nouvelle force vive : les animateurs et animatrices relais.

Véritables passerelles de proximité, ces acteurs fraîchement engagés dans le cadre du projet de renforcement des capacités des équipes techniques du programme pays, ont pour mission essentielle d'accompagner les Calebasses de Solidarité (CDS) et leurs réseaux locaux. Cet engagement ne se résume pas à un simple renforcement des équipes, il incarne une vision audacieuse et une volonté manifeste de passer à l'échelle supérieure pour l'approche «calebasse de solidarité». Arriver à faire le maillage national.

Rappelons que ce projet de renforcement de capacité des équipes d'appui (animateurs/trices, chargée de programmes, relais) du programme soudure-endettement a pour finalité de soutenir les équipes techniques dans leur mission d'appui technique et organisationnelle aux CDS et leurs membres. Il vise à leur permettre d'être mieux outillés dans leur mission d'accompagnement de la dynamique des CDS. L'atelier organisé fin septembre par la Coordination Nationale entre dans cette politique de renforcement de capacité des relais.

Sur le terrain, le rôle de l'animateur relais est à la fois stratégique et opérationnel. Il apporte un appui technique aux CDS et les réseaux de proximité dans leur fonctionnement.

Le chemin vers l'autonomie est jalonné de défis complexes que ces nouveaux relais devront relever avec tact et détermination, notamment surmonter les résistances au changement, ancrer l'approche calebasse de solidarité dans les habitudes locales.

Si ce mécanisme voit le jour, c'est grâce à la pos-



M. DJIBRIL THIAM

Coordinateur national ADC- SÉNÉGAL

ture d'écoute et à l'ouverture d'esprit du programme national. Consciente qu'aucun développement durable ne peut s'imposer par le haut, la CN a toujours cru que les problèmes locaux sont gérés par les compétences locales avec des ressources locales. En misant sur des relais issus des Calebasses de solidarité pour les accompagner, le programme pays démontre son agilité et sa volonté de co-construire les solutions avec les communautés elles-mêmes.

Avec l'appui de ces animateurs, le programme s'assure que la Calebasse de Solidarité ne soit plus seulement un outil de survie, mais le moteur d'une souveraineté locale retrouvée. C'est toute une dynamique d'intelligence collective qui s'ouvre.

Atelier de renforcement de capacité

Les animateurs/trices relais initiés sur le Programme de lutte contre la soudure et l'endettement

Ils sont plus d'une vingtaine d'animateurs/trices relais des Organisations partenaires indirects (OPI) du programme Soudure/endettement (PSE) à prendre part à l'atelier de formation sur l'approche de travail du Programme pays Sénégal. Présidé par la coordination nationale d'ADC et du responsable du BAR-Centre (Bureau d'Appui des Réseaux fédéraux), M. Thiam a expliqué aux participant-e-s les attentes de la coordination. "Cet atelier vise à vous présenter les concepts de base, la structuration et les techniques d'animation du PSE. Ceci est primordial, parce qu'il vous permet à l'issue de cette rencontre de pouvoir dérouler vos activités

d'animation", a souligné M. Thiam à l'ouverture.

Venus des différentes contrées du pays, les animateurs/trices des OPI saisissent cette opportunité qui leur est offerte pour maîtriser davantage les thématiques du programme qui constituent le socle de leur mission. A ce propos, l'assistante à la coordination nationale qui assure la formation, a présenté l'approche calebasse de solidarité, les outils de gestion d'une CDS et d'un RDP, les techniques et outils de suivi et de collecte de données autour des CDS et des RDP. "Cette session est utile pour vous. Elle constitue une occasion d'être capacité, mais d'avoir à l'issue de la formation des outils nécessaires pour

exercer votre mission et de parler le même langage auprès de vos bénéficiaires", a indiqué Mme Seck qui souligne que des missions de suivi seront organisées pour évaluer leurs activités.

Pour rappel, ce projet de renforcement des capacités des équipes d'appui (animateurs/trices, chargée de programmes, relais) du programme soudure/endettement a pour finalité de soutenir les équipes techniques dans leur mission d'appui technique et organisationnelle aux CDS et leurs membres. Il vise à leur outiller dans leur mission d'accompagnement de la dynamique des CDS.

Par Ababacar GUEYE



La coordinatrice assistante Mme SECK et le responsable Bar/Centre Saliou SECK assurent la formation

CA/RENCAS

Le Plan Stratégique 2026 – 2030 approuvé et validé

Le Conseil d'Administration du Réseau National des Calebasses de Solidarité du Sénégal (RENCAS) s'est réuni en session ordinaire les 07 et 08 septembre 2026 au siège de l'organisation, situé à Keur Massamba Gueye 2.

Cette rencontre a vu la participation de tous les membres du CA qui ont à l'unanimité répondu à l'invite. "Cette session entre dans le fonctionnement du RENCAS pour être conforme au règlement intérieur de notre association", a rappelé la présidente du RENCAS, Mme Ndong Awa Kaïré.

Au cours de ces deux journées de travaux, les échanges ont porté sur le bilan de la Journée Nationale de la Calebasse tenue à Kounghoul au mois d'avril dernier, l'actualisation des règles de gestion interne, l'orientation stratégique du réseau,

la logistique matérielle, ainsi que sur la structuration économique des entités locales (REFECAS) et le démarrage du Projet EPICE.

À l'issue des délibérations, le Conseil d'Administration a arrêté les décisions suivantes :

Axe stratégique : Le Plan Stratégique 2026–2030 a été officiellement approuvé et validé pour guider les actions du réseau sur les cinq prochaines années.

Gouvernance et finances : Le Manuel de Procédures a été révisé et validé ; il intègre désormais des pénalités financières en cas de retard dans le remboursement des crédits octroyés aux REFECAS et des opérations d'achats groupés (OPAG).

Gestion des équipements : Un diagnostic technique du véhicule du RENCAS a été prescrit afin d'en estimer la valeur en vue de sa vente

d'ici la fin de l'année.

Développement économique : La grille de spécialisation des REFECAS par filière (miel, céréales, détergents, produits halieutiques, épices, etc.) a été validée pour renforcer l'autonomie financière de chaque zone.

Projets et événements : La feuille de route et le budget du Projet EPICE ont été validés pour lancement, et la prochaine édition de la Journée Nationale de la Calebasse a été attribuée au REFECASOB, dans le Fouta.

Dynamisation interne : Le canal de communication du CA sera désormais animé par des panels réguliers consacrés à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Par Awa Racine DIAW
Gérante principale RENCAS



Les membres du CA du RENCAS en discussion sur leur plan stratégique 2026 - 2030

Exploitation des ressources halieutiques

L'union locale de Bassoul mise sur l'ensemencement pour pérenniser son activité

L'Union locale de Bassoul tire l'essentiel de ses revenus de l'exploitation des ressources halieutiques. Bien que cette activité soit lucrative, la pérennité de la ressource est aujourd'hui menacée par la surexploitation. Pour y faire face, la présidente de l'Union et son organisation ont adopté une nouvelle stratégie : elles misent sur l'ensemencement afin de préserver ce patrimoine pour les générations futures.



Les membres de l'Union locale à la recherche de harches pour l'ensemencement

« Je tiens à remercier du fond du cœur toutes les femmes et toutes les personnes qui m'ont soutenue pour diriger l'Union locale et devenir conseillère municipale. Elles ont toujours été là pour m'épauler », a d'emblée déclaré Mme Bintou Diop, rendant ainsi hommage à ses consœurs qui lui accordent une confiance indéfectible.

À Bassoul, dans le département de

Foundiougne, la transformation et la commercialisation des produits de la mer constituent les principales activités génératrices de revenus. Selon Mme Bintou Diop, présidente de l'Union locale, la zone et ses environs approvisionnent le marché en huîtres (yoxos), en arches (pañ ou pagnes) et en cymbium (yeet). Si ces femmes sont reconnues pour la qualité de leurs produits, c'est en partie grâce à l'appui de la Fenagie/

Pêche. « On ne pourra jamais assez remercier la Fenagie. Si vous aviez vu dans quelles conditions nous fumions le poisson à Bassoul auparavant, c'était extrêmement difficile. Notre partenaire nous a accompagnées dans la construction de fours adaptés », a confié Mme Diop début juillet, lors d'une rencontre avec les membres de l'Union.

Une activité lucrative freinée par

les difficultés d'accès aux ressources

Grâce à ces équipements modernes, les femmes de l'Union proposent des produits de qualité à des prix accessibles. « Le kilogramme de «pagne» (harches) se vend à 3 500 FCFA, tandis que le Yeet (cymbium) ou le tuufa (mollusques) peut atteindre 5 000 FCFA. "Ces reve-

nus nous permettent de prendre en charge les besoins essentiels de nos familles : la nourriture, la santé, ou encore l'éducation avec les frais de scolarité de nos enfants. Tout est financé par cette activité, avec le soutien de la «calebasse de solidarité» », a indiqué Mme Diop.

La calebasse fonctionne à merveille à Bassoul et sa gestion est

souvent citée en exemple. «À chaque réunion, nous effectuons nos contributions (AVA). La calebasse est une véritable bouée de sauvetage. Elle nous permet d'accorder des prêts solidaires aux membres pour relancer leurs petits commerces », a-t-elle ajouté.

Bien que les produits halieutiques soient le cœur de l'économie locale, cependant, ils se font de plus en plus rares en raison de la surexploitation. « Autrefois, les sites regorgeaient de coquillages, il y en avait partout. Mais au-

jourd'hui, la ressource se raréfie. Des personnes viennent de tous les villages environnants, parfois même avec des charrettes, pour récolter ici. Cette forte affluence a considérablement diminué les stocks », se désole la présidente. Pour trouver des coquillages maintenant, les femmes doivent désormais louer des pirogues et se rendre dans des zones plus reculées. « Chaque femme doit payer 200 FCFA pour le transport. Si le site est plus éloigné, le tarif monte à 300 FCFA, des frais que nous prenons en charge sur nos propres fonds », confie-t-elle, tout en réaffirmant sa détermination à lutter pour préserver leur gagne-pain en ensemençant de nouvelles zones.

Une relève menacée par le désintérêt des jeunes

Aujourd'hui à Bassoul, les jeunes rechignent à s'engager dans ce métier jugé trop physique. Lorsqu'on leur propose de s'y mettre, ils montrent un désintéressement et préfèrent tourner vers d'autres secteurs. Seules les femmes d'un certain âge perpétuent cette activité difficile. « Nous continuerons à le faire jusqu'à ce que notre corps n'en puisse plus. Les jeunes ont leurs propres aspirations, nous les respectons, mais le manque de relève est une triste réalité ici », s'inquiète la présidente de l'Union locale.

Par Nogaye Gaye

La Voix des CALEBASSES

Magazine bimestriel d'informations sur le Programme Soudure/Endettement du Sénégal

SEPTEMBRE 2026

Rédacteur en chef
Ababacar GUEYE

Comité de rédaction

Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Papa Demba NDIAYE, Nogaye GAYE, Cheikh THIAM, Fatou GUEYE SECK, Awa Racine DIAW, Mabinta BADJI, Abdoulaye THIAM, Khady DIOP

Photos

Mamadou DIOP

Mises en Pages

Mamadu DIOP & Nogaye GAYE, A. GUEYE

ADRESSE :

CENAPSE S/c AgriBio Services, Parcelles Assainies Unité 4, Thiès - Sénégal
Tél : 33 951 24 64

BP : 781 - THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

aba.gueye@cenapse.sn

Site Web: www.agribioservices.org

Ce magazine est réalisé par la CENAPSE avec l'appui financier de la DDC Suisse.

PORTRAIT

Khadidiatou DIA, chargée de programme à la FENAGIE/PECHE *“Contribuer à une mise en œuvre efficace du programme et de produire des résultats concrets”*

Titulaire d'un Master 2 en développement des chaînes de valeur, entrepreneuriat agricole et agro-alimentaire, Mme Khadidiatou DIA, chargée de programme à la FENAGIE a un parcours orienté vers la sociologie rurale, le développement rural, l'entrepreneuriat agricole, l'accompagnement des organisations paysannes et la gestion de projets.



Khadidja (bassine) participe avec les femmes de l'union locale de Bassoul à l'ensemencement des harches

Khadidja communément appelée a un parcours professionnel riches. “j’ai participé à la mise en œuvre de plusieurs programmes, notamment Yokk Koom Koom, PEJA (Projet Employabilité des Jeunes par l’Apprentissage non formel), Agri Jeunes et SALOUMA. Ces projets portaient sur le développement personnel, le développement agricole et sur l’autonomisation des jeunes et des femmes. Ces expériences m’ont permis de développer des compétences en planification, coordination, suivi

des activités, accompagnement des bénéficiaires et collaboration avec différents partenaires”, a retracé la nouvelle chargée de programme de la Fénagie/Pêche dans le programme de lutte contre la soudure et l’endettement d’ADC Sénégal. Attachée au secteur de la pêche depuis plusieurs années, Khadidja devient en 2018 membre de la Fénagie/Pêche par le biais de sa mère qui est transformatrice de produits halieutiques. Elle l’accompagnait à ses heures perdues. Cette expérience lui a permis de voir de visu

les difficultés auxquelles les femmes transformatrices rencontrent, notamment le financement, l’accès aux ressources, la commercialisation, entre autres.

Lorsque l’opportunité de travailler sur le programme soudure/endettement s’est présentée, Khadidja l’a perçue comme une continuité de son parcours professionnel. “C’est une motivation, d’autant plus forte que je n’étais pas dans un terrain inconnu pour avoir été bénéficiaire à travers une calebasse de solidarité. Mon parcours au sein de la Fénagie

PORTRAIT

et ma connaissance des réalités des communautés de pêche m'ont permis de mieux comprendre leurs besoins et leurs attentes pour apporter avec elles des réponses durables”, a-t-elle soutenu.

Selon Khadija, ce programme représente donc une nouvelle expérience. Toutefois, elle compte s'appuyer “sur les compétences et les méthodes de travail acquises aux différents programmes auxquels elle a travaillé, mais également sur l'équipe qu'elle a trouvée sur place pour relever les défis. “*Mon premier défi est de contribuer à une mise en œuvre efficace du programme et de produire des résultats concrets pour les bénéficiaires. L'autre défi consiste à assurer une bonne coordination*

entre la FENAGIE, les organisations membres, les partenaires et les communautés”, avance-t-elle. La chargée de programme souhaite renforcer le suivi des activités et la capitalisation des expériences du programme pour servir à améliorer les interventions futures.

Khadija est heureuse de voir que le personnel des organisations partenaires d'ADC se rajeunissent de plus en plus. Ce rajeunissement argumente -t-elle, permet d'apporter de nouvelles idées, de nouvelles méthodes de travail et une nouvelle dynamique. Cependant alerte-t-elle, “*il ne doit pas signifier une rupture avec les expériences précédentes. Il faut créer un véritable transfert intergénérationnel des connaissances.*

C'est cette complémentarité qui permettra de continuer à avancer”. Khadija est optimiste de l'avenir du programme car les partenaires disposent d'un potentiel en développement local grâce à leur ancrage auprès des acteurs à la base. Comme perspectives, elle souhaite renforcer les partenariats, développer de nouvelles opportunités de financement pour que les organisations partenaires soient de plus en plus autonomes et capables d'apporter avec les bénéficiaires des solutions durables.

Par Mamadou DIOP



La chargée de programme Mme Khadija Dia et son équipe animent une formation en gestion administrative et financière à Djirinda

ENTRETIEN AVEC...

MME YARAM FALL...

Le succès du modèle des Calebasses de solidarité a contribué à l'autonomisation des femmes de Guet Ndar

Femme de développement et conseillère départementale, Mme Yaram Fall est une figure emblématique de la ville tricentenaire de Saint-Louis. Responsable au sein d'organisations d'envergure telles que le CNCR et la FENAGIE/Pêche, elle porte un regard très positif sur le modèle de la Calebasse de solidarité. Selon elle, sa flexibilité et son mode de gestion font de ce mécanisme un outil indispensable, permettant aux femmes de pérenniser leurs activités de transformation de produits halieutiques à Saint-Louis.

Actrice engagée auprès des femmes, pouvez-vous nous retracer votre parcours ?

Yaram Fall : Je suis née et j'ai grandi ici, à Saint-Louis. J'habite sur la Langue de Barbarie, dans le quartier de Guet Ndar, où, dans les années 80-90, peu de jeunes filles fréquentaient l'école française. J'ai eu la chance de faire partie de celles qui ont pu aller sur les bancs. En 1997, j'ai obtenu mon baccalauréat (série A3). Mon parchemin en main, j'ai fait le concours d'entrée à l'École des cadres ruraux de Bambey (l'actuelle Université Alioune DIOP). Malheureusement, je ne l'ai pas réussi je n'ai pas pu y poursuivre mes études. Cependant, étant l'une des rares filles de ma communauté à avoir été à l'école, j'aidais les femmes transformatrices de GIE dans leur gestion financière et administrative. Elles me sollicitaient lors de leurs réunions pour rédiger les rapports, et je participais activement à leurs campagnes de sensibilisation. Au fil du temps, j'ai fini par intégrer le groupement en tant que secrétaire générale du GIE Bokk Khol Jambaru Sine. Après le décès de la présidente du GIE, nous

avons procédé au renouvellement des instances et j'ai été portée à la tête de cette organisation.

Au-delà de ce vous vous venez de nous décrire, vous êtes conseillère départementale, votre engagement politique renforce-t-elle votre action communautaire ?

Je suis en effet conseillère départementale. J'ai été cooptée en raison de mes compétences techniques. Le Conseil a besoin de personnes ressources qui ne font pas de la « politique politicienne », mais qui œuvrent concrètement pour le développement de la ville en général et du département en particulier. Étant donné que l'éducation, la santé, la culture sont des compétences transférées, le Conseil s'appuie sur des acteurs maîtrisant ces thématiques. C'est ainsi que j'ai été



appelée à apporter mon expertise dans les domaines où j'ai acquis une solide expérience. C'est ce qui explique mon intégration au Conseil départemental.

Et la politique dans tout ça ?

En réalité, je fais de la « politique de développement ». En tant que conseillère, j'apporte ma touche de terrain. En effet, des secteurs massivement occupés par les femmes, comme la transformation des produits halieutiques, étaient en quelque sorte laissés pour compte. Certes, des cellules ou des commis-

ENTRETIEN AVEC...

sions existaient, mais seulement de nom. Le fait d'impliquer directement des acteurs du développement à la base constitue un véritable atout pour redynamiser ces dispositifs. Il faut également rappeler que j'ai plusieurs casquettes : je suis vice-présidente du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) en charge de la pêche, présidente du Collège des femmes du CNCR, et responsable à la FENAGIE/Pêche, entre autres.

Vous travaillez avec des femmes transformatrices et membres de Calebasses de solidarité. Quelle est votre opinion sur cet outil ?

C'est un excellent mécanisme. Au niveau de notre site de transformation, nous comptons 14 Calebasses de solidarité que nous avons réunies pour former un réseau, en y impliquant également les jeunes avec leur « Calebasse Nouvelle Génération ». Les principes cardinaux qui régissent la calebasse – l'équité, la solidarité, la confidentialité et la transparence – ne se retrouvent pas dans les autres systèmes classiques. Cela va même au-delà : la Calebasse prend en compte diverses activités telles que la production, la transformation et les achats groupés, sans oublier les secteurs agro-sylvo-pastoral et halieutique. Donc, si l'on fait une analyse simple de l'impact de ces Calebasses, on constate qu'il dépasse largement l'aspect économique pour toucher au social, à l'environnement et au renforcement

de la cohésion sociale.

Peut-on dire qu'elle joue un rôle d'appoint pour l'accès aux financements, surtout dans le secteur où vous évoluez ?

Absolument. Auparavant, en début de campagne, nous sollicitons des financements auprès des SFD (Systèmes Financiers Décentralisés) car nous n'avions ni les moyens ni les garanties requises pour accéder aux structures bancaires classiques. Le problème avec les SFD, c'est que leurs taux d'intérêt sont très élevés, et les femmes peinaient à s'en sortir. L'avènement des Calebasses de solidarité a offert un moyen de financement sûr, flexible, de proximité et accessible. C'est une véritable alternative qui mérite d'être capitalisée, vulgarisée et renforcée. Elle joue un rôle crucial non seulement pour accroître la capacité de production des femmes, mais aussi pour renforcer leur résilience face aux chocs liés à la rareté actuelle de la ressource.

La Calebasse a-t-elle aussi permis de réduire l'endettement des femmes ?

Effectivement, la Calebasse a considérablement réduit le risque de surendettement. D'ailleurs, le taux de recours aux systèmes bancaires et de microfinance a fortement diminué avec l'avènement des Calebasses. Leurs procédures sont lourdes et contraignantes, contrairement à la souplesse des Calebasses. C'est la raison pour laquelle beaucoup de femmes préfèrent la

calebasse que les autres structures de financement.

Apporte-t-elle également un soutien moral ou organisationnel, particulièrement pour ces femmes ?

C'est bien plus qu'un simple soutien moral. Il y a une véritable cohésion et un fort rapprochement entre les membres d'une même Calebasse. Nous sommes définitivement liées par ce mécanisme social et solidaire. En cas de difficultés financières, que ce soit pour acheter du poisson, du sel pour la transformation, ou pour faire face à des dépenses d'éducation ou de santé, la Calebasse est là pour accompagner ses membres. L'autre grand avantage, c'est que le prêt est immédiat, accessible, et ne nécessite pas des jours d'attente. C'est pourquoi je dis que c'est un mécanisme extrêmement proche, souple et allégé pour la communauté.

Et si la Calebasse n'était pas là, la situation ne serait-elle pas beaucoup plus difficile ?

Affirmatif, le rôle de la Calebasse est vital. Sans ce mécanisme, les femmes seraient obligées de se tourner vers d'autres systèmes de financement et, malheureusement, se retrouveraient souvent à la merci des usuriers. Heureusement, la Calebasse est là. C'est véritablement un mécanisme adapté, sans intérêt, et très proche des réalités des populations.

**Propos recueillis par
Nogaye GAYE**

BAR/SUD : Séance de sensibilisation sur les UNCCAS

Le Bureau d'Appui des Réseaux fédéraux des calebasses de Solidarité de la Zone Sud (BAR/SUD) ayant son siège à Bounkiling (Sédhiou) a dans le cadre de ses activités, organisé entre juin et juillet des journées de sensibilisation sur les Unions Communales des Calebasses de Solidarité (UNCCAS) dans les communes de Bounkiling, Inor, Faoune et Diallocounda.

“Ces séances d'information étaient des moments d'échanges et de partage avec les membres des réseaux communaux sur les concepts UNCCAS les activités, son mode de fonctionnement et adhésion,

mobilisation et utilisation des ressources”, a expliqué le responsable du BAR/SUD.

Selon Aliou Baldé, ses activités visent à présenter aux participantes membres des réseaux communaux et aux représentants des maires des communes les attentes des UNCCAS et le rôle déterminant qu'elles jouent dans l'appui des réseaux.

Les échanges ont été très instructifs, les participants ont adhéré à cette démarche qui selon eux permet de mieux cerner les enjeux des UNCCAS.

Pour rappel, le BAR a été mis en place pour améliorer le développement organisationnel et institu-

tionnel des Refecas (Réseau Fédéral des Calebasses de Solidarité). Son objectif est de contribuer à une meilleure autonomisation des réseaux de calebasses de solidarité des zones nord, sud et centre du Sénégal. Le BAR poursuit deux objectifs spécifiques : renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles des Refecas et de leurs membres et mettre en échelle l'approche calebasse de solidarité au niveau des localités des régions de Saint Louis (au nord), Ziguinchor, Kolda et Sédhiou (sud), Kaolack, Fatick, Thiès (centre).

Par Aliou BALDE
Coordonnateur BAR/SUD

Fabrication de détergent: L'UNCCAS TAKKU/Liguèye forme ses membres

Dans sa politique d'autonomisation de ses membres, l'Union Communale des Calebasses de Solidarité, UNCCAS TAKKU/LIGUEYE de Thiès -Est a offert à une formation sur la fabrication de détergents.

Animée par un membre de la calebasse de solidarité, la formation qui s'est tenue du 17 au 18 septembre 2026 dans les locaux de la calebasse Nginguene a réuni plus d'une vingtaine de membres.

Cette initiative vise deux objectifs essentiels : valoriser les compétences locales et promouvoir une autonomisation des membres des calebasses.

L'UNCCAS TAKKU/LIGUEYE œuvre dans une dynamique d'apporter des réponses et des solutions durables à ses membres. C'est la raison pour laquelle, dans son plan d'action, elle offre des opportunités aux membres afin de pouvoir mener des activités génératrices de

revenus additionnels à la coopérative. Cette formation entre dans cette logique.

La chargée de la formation Mme Awa Gueye est revenue largement sur les principes d'hygiène, les préparatifs, la composition des éléments, entre autres.

A l'issue de la formation de deux jours, les participantes ont produit 54 bouteilles de détergent d'un litre qu'elles ont vendues aux membres de la coopérative à 1 000 FCFA l'unité.

Une activité qui permet à la coopé-



rative de pouvoir générer des ressources pour renflouer sa caisse. Au-delà de la production, L'UNCCAS Takku/Liguey s'illustre dans la dynamique de partage des savoir-faire, d'activités génératrices de revenus pour asseoir une coopérative dynamique qui apporte des solutions à ses membres.

Par Nogaye GAYE